



DÉCOLONISER L'ESPACE PUBLIC, UN ENJEU DÉMOCRATIQUE ?

Julien Truddaïu
Bruxelles Laïque Echos

Depuis plus de vingt ans, Bruxelles redécouvre ses traces et vestiges coloniaux grâce au travail et aux actions de collectifs militants. Des débats importants, parfois rudes, n'ont cessé d'avoir lieu et ont été accélérés, en 2020, par le mouvement *Black Lives Matter* suite au meurtre de George Floyd. Des statues, des bustes, des noms d'artères, des slogans de propagande, des représentations racistes suscitent un regain d'intérêt, d'une part pour ce qui s'exprime dans l'espace public, d'autre part pour l'histoire coloniale belge. Médiatiquement, l'attention a été centrée sur les quelques disparitions, "déboulonnages" nocturnes, occultant peut-être d'une part le travail de fond de contextualisation opéré - souvent à bout de bras - par une poignée d'associations et de personnes désireuses de faire vivre le débat mémoriel autour de la colonisation et, d'autre part, la mise en route de processus démocratiques dans certaines communes, dont les compétences restent importantes en matière d'aménagement de l'espace public. Nous proposons ici de revenir sur trois de ces initiatives citoyennes et communales à Ixelles, Etterbeek et Schaerbeek, pour mieux comprendre les discussions et tentatives de décolonisations en cours.

DÉCOLONISER L'ESPACE PUBLIC

Pour Chantal Kesteloot, historienne Archives de l'État - Cegesoma "c'est un nouveau rapport au passé colonial. Aujourd'hui, notre espace public est le fruit d'une mémoire d'édification et de valorisation du projet colonial. La décolonisation belge au Congo a pris officiellement fin il y a plus de 60 ans, mais l'espace public, cette colonisation n'a pas été remise en question. Elle est toujours présente. Il n'y a pas eu véritablement de grands changements si ce n'est très récemment. Nous vivons donc avec un paysage monumental qui valorise une série de comportements ou une série de pratiques dont, aujourd'hui, nous pourrions tout le moins nous poser la question de la légitimité de leur action. Une série d'actes qu'eux a commis des actes qui, au moment même des faits, étaient tout aussi légitimes. Même si les choses n'ont pas été portées à la connaissance du grand nombre".

Pour Aliou Baldé, militant au Comité de Mémoire Coloniale et Lutte contre les discriminations² (CMCLD) décoloniser, c'est se débarrasser du colonialisme, tout simplement (...). Un peu partout en Belgique il existe des traces, des noms de rues, des statues, des monuments qui racontent que coloniser était une bonne chose et que les populations colonisées en ont profité. Elles devraient être reconnues pour cela et qu'il existait des civilisations supérieures à d'autres. Donc, l'espace public fait en quelque sorte la promotion du racisme, de la colonisation. Nous battons pour que ça cesse tout simplement".

IC,

coloniaux grâce au travail et aux
ont cessé d'avoir lieu et ont été
re de George Floyd. Des statues,
ésentations racistes suscitent un
utre part pour l'histoire coloniale
ons, "déboulonnages" nocturnes,
péré - souvent à bout de bras -
e le débat mémoriel autour de la
s dans certaines communes, dont
ace public. Nous proposons ici de
rbeek et Schaerbeek, pour mieux

DÉCOLONISER L'ESPACE PUBLIC ?

Pour Chantal Kesteloot, historienne¹ aux Archives de l'État - Cegesoma "c'est avoir un nouveau rapport au passé colonial. Aujourd'hui, notre espace public est porteur d'une mémoire d'édification et de valorisation du projet colonial. La colonisation belge au Congo a pris officiellement fin il y a plus de 60 ans, mais dans l'espace public, cette colonisation n'a pas été remise en question. Elle est toujours présente. Il n'y a pas eu véritablement de grands changements si ce n'est très récemment. Nous vivons donc avec un paysage monumental qui valorise une série de comportements ou une série de personnages dont, aujourd'hui, nous pourrions à tout le moins nous poser la question de la légitimité de leur action. Une série d'entre eux a commis des actes qui, au moment même des faits, étaient tout aussi répréhensibles. Même si les choses n'ont alors pas été portées à la connaissance du plus grand nombre".

Pour Aliou Baldé, militant au Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations² (CMCLD) décoloniser, "c'est se débarrasser du colonialisme, tout simplement (...). Un peu partout en Belgique, il existe des traces, des noms de rues, des statues, des monuments qui racontent que coloniser était une bonne chose et que les populations colonisées en ont profité, qu'elles devraient être reconnaissantes pour cela et qu'il existait des civilisations supérieures à d'autres. Donc, l'espace public fait en quelque sorte la promotion du racisme, de la colonisation. Nous nous battons pour que ça cesse tout simplement".

Pour beaucoup, décoloniser l'espace public reviendrait, de manière inacceptable, à vouloir effacer le passé et tenter de refaire l'histoire. "En matière coloniale, l'espace public est le reflet des décisions qui remontent en grande partie à l'entre-deux-guerres, analyse Chantal Kesteloot. Ces traces mémorielles sont donc le fruit de choix politiques et culturels, parfois portés par la société civile. De son côté, l'histoire en tant que discipline aborde les phénomènes par une analyse critique. Elle intervient à distance et dans une logique qui est complètement différente de la dimension mémorielle qui est le résultat d'un passé choisi. Si l'histoire était uniquement constituée de monuments, de noms de rues, ce serait une discipline bien triste ! Je pense que l'histoire nous permet de porter un regard critique sur ce passé, sur ces choix, essayer de les comprendre, de les replacer dans leur contexte. Pourquoi, par exemple, dans l'entre-deux-guerres, les communes ont-elles jugé utile de rendre hommage à telle ou telle personne (...) ? Aujourd'hui, en tant qu'historien ou historienne, nous analysons ce phénomène. Les retirer de l'espace public ne signifie absolument pas effacer l'histoire. Au contraire, ces débats et ces controverses révèlent tout l'intérêt pour ce passé. Parce qu'au fond, ce que les débats actuels montrent, c'est aussi l'importance de l'espace public".

Initiateur des premières visites guidées décoloniales sur Bruxelles, le Collectif Mémoire Coloniale a très tôt revendiqué la mise en route d'un débat sur certains monuments ou noms de rues. "Malheureusement, explique Aliou Baldé, nous constatons que des associations d'anciens

coloniaux et leurs réseaux politiques ont transformé cette première revendication en une espèce de caricature en tentant de réduire le débat à des "excités qui souhaiteraient déboulonner l'histoire de l'espace public". Nous sommes passés d'un débat autour de l'espace public comme lieu politique et colonial à déconstruire, parce que très problématique, voire raciste, à une question simpliste : faut-il déboulonner ou conserver ?". Chantal Kesteloot complète : "utiliser la seule image du "déboulonnage" est aussi devenu un argument pour discréditer ceux qui luttent pour une décolonisation de l'espace public et qui voudraient faire croire qu'il n'y aurait pas de compromis possible dans cette espèce de diabolisation réciproque de l'autre".

Malgré les critiques de l'époque, le CMCLD et quelques autres associations, accompagnés de citoyens et citoyennes, profitent des élections communales de 2018 pour porter la revendication d'un débat sur l'espace public bruxellois. Dans certaines communes, la question sera même inscrite dans les accords de majorité, d'où naîtront des processus de réflexions sur les "empreintes" coloniales.

À IXELLES, "LES STATUES MEURENT AUSSI"

C'est dans ce contexte qu'en juin 2020, le Collège échevinal d'Ixelles a décidé d'enlever de son espace public le buste du Général Storms. Le Bourgmestre de la commune, Christos Doukeridis explique : "nous avons été sollicités régulièrement pendant la campagne électorale par les

plus jeunes de la communauté africaine, nés ici pour la plupart et qui ont, c'est vrai, une relation avec l'histoire coloniale très différente de leurs parents, plus critique, plus ou moins complaisante, et qui demandaient aussi d'agir, sans rester sur les discours. La question des statues était récurrente, des taches de sang avaient été aspergées sur la statue de Storms et d'autres mouvements avaient décidé de la nettoyer. Il y avait donc un vrai débat qui existait et j'ai estimé qu'il fallait agir".

Aliou Baldé confirme : "le buste du général Storms était présent au square de Meeûs à Ixelles depuis les années 1920. Ce monument faisait partie de ces traditions coloniales qui cadenassaient l'imaginaire autour de l'État indépendant du Congo et ses acteurs qui, en 1908, ont disparu laissant d'importantes polémiques sur les crimes commis au Congo. Il a fallu redorer l'image de la colonisation et le général Storms, tout comme d'autres, a été mis dans l'espace public pour faire la promotion de la colonisation. Nous savons très précisément ce qu'a commis Storms lors de ses "campagnes" au Congo. Il a fait décapiter un certain nombre de personnes dont il a ramené les crânes en Belgique. Un certain nombre de ces restes se trouve dans des universités ou certaines institutions scientifiques.³ Ils ont servi à des études d'anthropologie pour consolider les théories racistes. Donc la présence du Général Storms dans l'espace public, sa glorification était plus que problématique parce qu'elle ne cadre absolument pas avec un certain nombre de valeurs et des principes d'hier et d'aujourd'hui. Au-delà du personnage, et à travers lui, c'est tout un système dont on fait l'éloge".

Il faut dire que le Général Storms avait été quelque peu oublié. Jusqu'à la redécouverte de ses crimes au début des années 2000 et de dénonciations publiques de plus en plus intenses. "Le processus est né de la volonté d'un grand nombre de militants qui avaient plaidé, depuis le début des années 2010, en faveur de la dénomination d'une place en l'honneur Patrice Lumumba et de ses deux compagnons de route (ndlr : Joseph Okito et Maurice Mpolo) qui ont été assassinés en janvier 1961, rappelle l'historien Romain Landmeters.⁴ Ces militants et militantes ont réalisé des visites décoloniales, construisant petit à petit un répertoire de lieux emblématiques liés à la colonisation sur la commune d'Ixelles et Bruxelles, puis élargissant le spectre depuis le centre de Bruxelles vers les 19 communes de la Région en repérant ces différents endroits, ils et elles ont décidé de mener une enquête historique sur ces différents monuments et lieux. Ils et elles ont ainsi mis en évidence des personnages dont la mise en évidence des crimes rendait désormais insupportables leur place dans l'espace public. Storms est en l'un des représentants emblématiques".

En juin 2020, dans le sillage des manifestations Black Lives Matter, après le meurtre de Georges Floyd et l'indignation planétaire, le Bourgmestre d'Ixelles annonce le retrait futur du buste de Storms et son transfert au musée d'Ixelles. "Dans beaucoup de communes, il y a des bustes de Léopold II, à Ixelles, nous avons le buste du Général Storms, un personnage plus que secondaire explique Christos Doukeridis. À l'époque coloniale, on a estimé qu'il était suffisamment important que pour pouvoir déposer son buste sur un

piédestal et dans l'espace public. Est-ce qu'ad vitam aeternam ce monsieur devait avoir son buste sur l'espace public ? Je considère que non. Il y a beaucoup d'autres personnalités, des enseignants, des avocats, des infirmières qui n'ont pas leur représentation dans l'espace public. Beaucoup ont pourtant joué un rôle extrêmement important dans la société. Nous avons ici un général fortement controversé qui a eu le plaisir d'avoir, pendant près de 100 ans, occupé l'espace public. Une autorité communale a le droit de faire évoluer les choses. Nous avons donc estimé qu'il était peut-être temps, dans un pays comme la Belgique, de commencer à poser quelques actes concrets".

Le 30 juin 2022, au petit matin, le Bourgmestre de la commune, accompagné de quelques échevins, a donc fait procéder à l'enlèvement du buste. C'est une première à Bruxelles. Chantal Kesteloot en tire une double lecture : "D'une part, il s'agit de l'aboutissement d'un processus souhaitable, car sa personnalité est difficilement défendable, ni au moment des faits, ni aujourd'hui. Ce qu'il écrit, ce qu'il est, ce qu'il revendique, ce qu'il commet est purement et simplement scandaleux. D'autre part, cet enlèvement laisse un goût d'inachevé, un geste fait quasiment en cachette, en catimini, alors qu'il aurait pu être revendiqué haut et fort par le Bourgmestre et la commune. Quand la statue de Léopold II a été retirée de l'espace public à Gand, les associations issues de la diaspora se sont exprimées, les politiques les ont écoutées. L'événement a pris une dimension collective, tandis qu'à Ixelles, le fait de l'avoir fait au petit matin donne la sensation d'une occasion manquée".

De son côté, le Bourgmestre explique ce procédé "d'une discrétion importante car je souhaitais éviter tout débat revanchard. C'est une évolution de l'histoire et ce n'est pas l'acte d'un groupe par rapport à d'autres". Depuis, la commune affirme n'avoir reçu aucun message critiquant la décision de faire disparaître Storms de l'espace public ixellois.

EMPREINTES COLONIALES À ETTERBEEK

Dès 2019, la commune d'Etterbeek ouvre une réflexion en interne sur ses traces et noms de rues en lien avec la colonisation, présentes en nombre. "Etterbeek est la commune de la Région bruxelloise qui comprend le plus d'artéfacts coloniaux au sens large (des noms de rues, des statues et des monuments), explique Romain Landmeters. Une présence qui a été documentée notamment par Matthew Stannard⁵, un historien américain spécialiste de l'histoire de la propagande coloniale belge".

Depuis plus de 10 ans, le Collectif Mémoire Coloniale y organise des visites décoloniales. Expliquer le nom des rues, évoquer les différentes personnalités, rappeler l'histoire des monuments présents amène des habitants et habitantes à s'interroger sur cette présence notable. En 2020, une première initiative est portée par deux membres du Collège échevinal. "Nous avons dialogué et travaillé avec la commune pour aboutir à la mise en route de différents processus, explique Aliou Baldé. La commune proposait aux citoyens

avait été
décou-
années
ques de
s est né
de mili-
e début
a déno-
r Patrice
agnons
Maurice
janvier
andme-
t réalisé
ant petit
nbléma-
mmune
ssant le
lles vers
en repé-
elles ont
storique
lieux. Ils
des per-
nce des
ortables
orms est
atiques".

manifes-
meurtre
n plané-
annonce
s et son
s beau-
ustes de
le buste
ge plus
s Douk-
a estimé
ant que
a sur un

piédestal et dans l'espace public. Est-ce qu'ad vitam aeternam ce monsieur devait avoir son buste sur l'espace public ? Je considère que non. Il y a beaucoup d'autres personnalités, des enseignants, des avocats, des infirmières qui n'ont pas leur représentation dans l'espace public. Beaucoup ont pourtant joué un rôle extrêmement important dans la société. Nous avons ici un général fortement controversé qui a eu le plaisir d'avoir, pendant près de 100 ans, occupé l'espace public. Une autorité communale a le droit de faire évoluer les choses. Nous avons donc estimé qu'il était peut-être temps, dans un pays comme la Belgique, de commencer à poser quelques actes concrets".

Le 30 juin 2022, au petit matin, le Bourgmestre de la commune, accompagné de quelques échevins, a donc fait procéder à l'enlèvement du buste. C'est une première à Bruxelles. Chantal Kesteloot en tire une double lecture : "D'une part, il s'agit de l'aboutissement d'un processus souhaitable, car sa personnalité est difficilement défendable, ni au moment des faits, ni aujourd'hui. Ce qu'il écrit, ce qu'il est, ce qu'il revendique, ce qu'il commet est purement et simplement scandaleux. D'autre part, cet enlèvement laisse un goût d'inachevé, un geste fait quasiment en cachette, en catimini, alors qu'il aurait pu être revendiqué haut et fort par le Bourgmestre et la commune. Quand la statue de Léopold II a été retirée de l'espace public à Gand, les associations issues de la diaspora se sont exprimées, les politiques les ont écoutées. L'événement a pris une dimension collective, tandis qu'à Ixelles, le fait de l'avoir fait au petit matin donne la sensation d'une occasion manquée".

De son côté, le Bourgmestre explique ce procédé "d'une discrétion importante car je souhaitais éviter tout débat revanchard. C'est une évolution de l'histoire et ce n'est pas l'acte d'un groupe par rapport à d'autres". Depuis, la commune affirme n'avoir reçu aucun message critiquant la décision de faire disparaître Storms de l'espace public ixellois.

EMPREINTES COLONIALES À ETTERBEEK

Dès 2019, la commune d'Etterbeek ouvre une réflexion en interne sur ses traces et noms de rues en lien avec la colonisation, présentes en nombre. "Etterbeek est la commune de la Région bruxelloise qui comprend le plus d'artefacts coloniaux au sens large (des noms de rues, des statues et des monuments), explique Romain Landmeters. Une présence qui a été documentée notamment par Matthew Stannard⁵, un historien américain spécialiste de l'histoire de la propagande coloniale belge".

Depuis plus de 10 ans, le Collectif Mémoire Coloniale y organise des visites décoloniales. Expliquer le nom des rues, évoquer les différentes personnalités, rappeler l'histoire des monuments présents amène des habitants et habitantes à s'interroger sur cette présence notable. En 2020, une première initiative est portée par deux membres du Collège échevinal. "Nous avons dialogué et travaillé avec la commune pour aboutir à la mise en route de différents processus, explique Aliou Baldé. La commune proposait aux citoyens

et citoyennes d'imaginer des alternatives à onze noms de rues de personnes en lien avec la colonisation en faveur de noms de femmes qui ont mené des combats, qui ont porté des valeurs plus en adéquation avec notre société. Cela répondait aussi à ce constat qu'à Bruxelles, la présence de noms de rues données à des femmes dans l'espace public est assez pitoyable".

Parallèlement, le Conseil communal d'Etterbeek décide à l'unanimité, en juin 2020, de créer une commission participative mixte pour réfléchir aux traces coloniales présentes dans sa commune. Chantal Kesteloot y participe en tant qu'experte externe : "la commune d'Etterbeek a choisi d'initier un dialogue à travers une commission participative composée de citoyens (20) et d'élus (10). C'est un processus qui est toujours en cours. Ici, plus d'une vingtaine de rues sont concernées. Les habitants sont souvent très attachés à leur adresse. Elle fait partie de leur identité (...). Cette dimension émotionnelle et psychologique explique dès lors les réticences par rapport à des changements éventuels".

Romain Landmeters, lui aussi expert accompagnateur de la commission etterbeekoise, poursuit : "le plus intéressant dans cette participation citoyenne, c'est la prise de conscience de l'espace public qui entoure le domicile des citoyens, le quartier dans lequel ils vivent. Beaucoup comprennent qu'il est le résultat de choix politiques et que la démocratie permet aussi la modification d'un espace public".

Le travail reste compliqué et l'accompagnement ardu comme l'explique Chantal

Kesteloot : "en matière d'histoire coloniale, le niveau de connaissance et le niveau de diffusion des recherches est beaucoup plus faible. Une partie du public est restée dans une vision très idéalisée de la colonisation belge et n'a nulle envie de voir ce discours remis en cause. Pourtant, les acquis récents de la recherche sont largement accessibles et ont également trouvé écho dans les travaux de la commission parlementaire fédérale consacrée au passé colonial de la Belgique (...). Mais ce renouveau reste contesté, voire ignoré".

Face aux nœuds des mémoires conflictuelles, comment amener du dialogue là où il paraît depuis longtemps impossible ? L'historienne poursuit : "la question qui se pose est dès lors de réfléchir à la façon de nourrir le dialogue et à faire en sorte qu'il soit constructif. On peut sans doute faire des parallèles avec l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (...). En même temps, le sujet est en réalité bien plus difficile. Le racisme structurel de la société continue de faire énormément de dégâts et parfois de manière inconsciente. Comment ouvrir les yeux à des gens qui ne réalisent même pas combien leur représentation est l'héritage d'un discours profondément raciste, inégalitaire ? (...)"

RETOURNEMENTS À SCHAARBEEK

C'est au nom de la lutte contre le racisme structurel que le MRAX (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie) et le Collectif Mémoire Coloniale ont, en 2017, demandé au Bourgmestre de la commune, Bernard Clerfayt, le retrait du buste de Roger Nols⁶ dans la galerie dite

des Bourgmestres, située dans le hall de l'Hôtel de ville. Même si Nols est étranger à l'histoire coloniale, une filiation existe bien entre les discours qu'il a véhiculés et la colonisation belge.

Prudente, la Commune demande d'abord une étude au Brussels Studies Institute sur le nolsisme⁷, rendue publique en mai 2022. Entre-temps, la commune crée également un "groupe de travail" auquel a participé Chantal Kesteloot en tant qu'experte : "ce groupe de travail s'est réuni à trois reprises. Les réunions animées par le Brussels Studies Institute ont permis d'entendre différents points de vue. Les avis étaient très partagés mais le processus s'est déroulé de manière extrêmement apaisée dans une écoute respectueuse (...). Au fur et à mesure des réunions, les points de vue se sont rapprochés. Au terme de la troisième réunion, une proposition a été faite non pas de retirer le buste de Roger Nols pour le faire disparaître, mais bien de le retourner face au mur. La solution proposée au Conseil communal, qui l'a adoptée le 22 décembre 2022, permet ainsi d'attirer l'attention sur la personnalité de Roger Nols". La décision n'a pas fait l'unanimité, mais a été prise par consensus.

PREMIÈRES EXPÉRIENCES ?

Comme le rappelle Romain Landmeters, "avec ces processus et ces débats, nous sommes au cœur d'une question d'inclusion dont la question de la colonisation fait partie. La représentativité dans l'espace public se pose dans d'autres domaines, comme la - quasi - invisibilité des femmes

ou des différentes identités de genre. Il s'agit également de la place des communautés présentes à Bruxelles du fait des migrations. Ce n'est pas un secret que Bruxelles utilise l'étiquette de la diversité pour se promouvoir en Europe et à l'international. Suivant cette logique, nous pouvons nous poser la question de comment ce label pourrait se révéler aussi dans un espace où tout le monde circule".

De son côté, Chantal Kesteloot remarque "qu'il n'existe quasi aucun nom de rue rendant hommage à des personnes issues de l'immigration. Or, Bruxelles aujourd'hui est aussi le fruit de ces acteurs-là (...). Les personnes qui construisent le Bruxelles d'aujourd'hui et de demain ont aussi droit à un espace public qui leur ressemble et dans lequel ils se sentent bien. Si demain nous voulons aller vers une société plus apaisée, des rapports moins tendus, moins crispés, il faut aussi que nous réfléchissions à la façon d'aménager notre espace public autrement".

¹ Chantal Kesteloot est notamment spécialiste de l'histoire de Bruxelles et de la mémoire des deux guerres mondiales.

² Depuis sa création en 2012, le CMCLD souhaite conscientiser un large public à l'histoire coloniale, aux stéréotypes racistes comme source du racisme structurel et lutter contre les discriminations qui s'abattent quotidiennement sur les personnes d'ascendance africaine vivant en Belgique.

³ Michel Bouffieux, "Butin colonial : 300 crânes d'Africains conservés à Bruxelles", 25 juin 2018. (<http://www.michelbouffieux.be/2018/05/lusinga.et-300-autres-cranes-d-africains-conserves-a-bruxelles.html>).

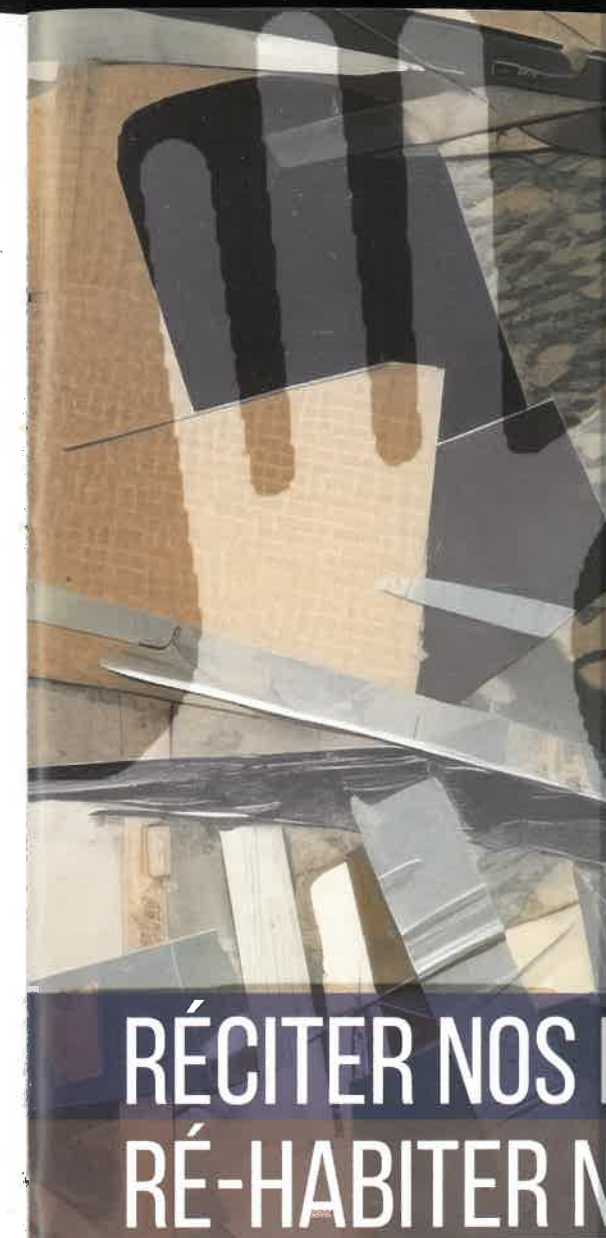
⁴ Romain Landmeters est enseignant-chercheur en histoire contemporaine à l'Université Saint-Louis - Bruxelles. Ses recherches portent sur l'histoire de la colonisation belge et l'histoire des migrations en Belgique.

⁵ M. G. Stanard, *The Leopard, the Lion, and the Cock. Colonial Memories and Monuments in Belgium*, Leuven, Leuven University Press, 2019. (en accès libre via <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/61220>).

⁶ Roger Nols (1922-2004) a été bourgmestre de Schaerbeek de 1970 à 1989. Membre du FDF et du Parti

réformateur libéral, il s'est rendu célèbre pour ses mesures discriminatoires à l'encontre des Schaerbeekoïses flamands et ses discours démagogues et xénophobes à l'encontre des personnes d'origine étrangère.

⁷ Serge Jaumain et Joost Vaesen, "Roger Nols : un bourgmestre (in)déboulonnable ?", dans *Brussels Studies*. La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles, 1 mai 2022.



Latifa Elmcabeni & Julia Galaski
pour le Collectif des madrés

L'histoire du Collectif des madrés a été m
notre expérience spécifique de l'interpell
Nous y avons eu recours à six reprises e
étendu à l'ensemble de la Région bruxello
dans l'histoire belge et une authentique v